

## Les faussaires de l'écotourisme en Amérique

*En Amérique centrale, région pionnière en écotourisme, l'activité prend un tournant dangereux et répète les mêmes erreurs que le tourisme de masse. Pire ! L'appellation écotourisme permet de légitimer une privatisation encore plus effective et rapide des ressources naturelles que ne l'offrait déjà le tourisme classique. Vingt ans après les premières expériences sur le terrain, l'écotourisme solidaire commence pourtant à prouver sa viabilité et n'entend pas laisser le libéralisme en pervertir l'idée.*

Au nord du Guatemala et de la Réserve biosphère maya (RBM), la plus importante aire protégée d'Amérique centrale, le site archéologique du Mirador était un joyau bien gardé par la forêt. Hormis les communautés locales et les archéologues, personne ne connaissait l'existence de ces 26 cités mayas, datant de la période préclassique, et antérieures de 1000 à 1800 ans aux autres grands sites Maya (Palenque, Copán, Tikal). Les spécialistes considèrent le Mirador comme le berceau de la civilisation maya ; il abrite les plus hautes pyramides jamais construites en Méso-Amérique (147 mètres de haut). Un archéologue américain, M. Richard Hansen, a vu, dans ce patrimoine, une nouvelle mine d'or : « *Nous avons ici une combinaison unique de forêt tropicale et de sites archéologiques d'une valeur inestimable, qui créent un potentiel touristique énorme pour le Guatemala* ».

Et de proposer la construction d'un complexe touristique permettant, selon lui, d'assurer des revenus pour, à la fois, restaurer le site, stopper le pillage archéologique et conserver les ressources naturelles. Le projet El Mirador est donc né, affublé du label « écotourisme », et appuyé par le président du Guatemala, M. Oscar Berger, ainsi que par une longue liste d'institutions assurant n'œuvrer que pour la conservation de la réserve<sup>1</sup>. Pourtant, avec l'arrivée prévue de 120 000 touristes par an dans ce milieu préservé, l'affaire divise les communautés jusqu'alors unies ; elle conduit à privatiser un patrimoine, sous couvert d'objectifs scientifique et / ou touristique peu clairs<sup>2</sup>.

Avant que le projet ne soit connu dans le détail, et son impact écologique un tant soit peu établi, El Mirador est déjà annoncé dans la presse comme une très bonne nouvelle pour l'économie du pays et la conservation de la planète. La question de l'eau n'est même pas abordée. Or, il n'y en a pas au Mirador ; pour les fouilles, elle est acheminée en hélicoptère. Et pour les touristes, le jour où ils arriveront ? Aucune réponse. Mais pour M. Hansen, il serait urgent d'agir (c'est-à-dire d'exproprier) : « *La richesse de la RBM doit être préservée ; les communautés locales sont responsables de sa détérioration.* ».

Une justification particulièrement scandaleuse. [La communauté incriminée](#) appartient au réseau de l'Association des communautés forestières du Petén (Acofop), primée au Sommet de la terre à Johannesburg, en 1992, pour « sa gestion durable de 500 000 hectares de la réserve » sous les contraintes du label forestier FSC<sup>3</sup>. « *En aucun cas, Acofop n'est responsable de la déforestation de la RBM, s'insurge Mme Ileana Valenzuela, du groupe*

---

<sup>1</sup> L'université de Californie, la National Geography Society, Counterpart International, ou encore The Global Heritage Fund.

<sup>2</sup> Au Chiapas, l'organisation Maderas del pueblo a dénoncé plusieurs fois des programmes de biopiraterie sous couvert d'écotourisme. A ce jour ces dénonciations ne sont pas prouvées, mais aucune investigation sérieuse n'a été menée par les autorités.

<sup>3</sup> Le Forest Stewardship Council (FSC) est une ONG qui regroupe depuis 1993 des propriétaires forestiers, des entreprises de la filière bois, des groupes sociaux et des associations écologistes. Le label FSC se base sur 10 principes et 56 critères. Des sociétés de certification indépendantes vérifient une fois par an les exploitations forestières, mais également toute la chaîne de production.

Actions et propositions du Petén. *M. Hansen sait pertinemment qu'elle est détruite par l'exploitation pétrolière, forestière, et par les routes du narcotrafic. Or le tourisme va créer un nouveau trafic dans une zone encore préservée de la réserve justement grâce au travail d'Acofop.* »

El Mirador a déjà dû revoir sa copie pour une présentation plus « verte », après le tollé général qui a accompagné ses premiers plans : un train et un hélicoptère ont remplacé les routes et l'aéroport initialement prévus. Cependant rien ne dit que cette zone ne sera pas, un jour, parcourue par les bus des touristes ou les camions des entreprises forestières, si les « routes touristiques » que projette l'organisation Mundo Maya, une composante du Plan Puebla Panamá<sup>4</sup>, voient le jour. Mundo Maya regroupe la Banque interaméricaine de développement (BID) et les ministres du Tourisme du Mexique, du Guatemala, du Honduras, du Salvador et du Belize pour développer un tourisme « vert » et bienfaiteur pour les populations locales... tout au moins dans les intentions.

Dans les faits, les objectifs de Mundo Maya visent à « *faciliter les déplacements des touristes entre les sites archéologiques mayas et créer des infrastructures de tourisme*<sup>5</sup> ». Autrement dit, créer des voies de communication entre les sites de Palenque et Tulum au Mexique, Tikal au Guatemala et Copán au Honduras, qui traverseront la zone encore intacte de la RBM, très près du Mirador<sup>6</sup>. Officiellement, la région s'est engagée à développer « *un tourisme plus respectueux des cultures et de l'environnement dont les bénéfices permettent de combattre la pauvreté*<sup>7</sup>. » En réalité, cette politique risque de provoquer rapidement le contraire.

Au Mexique, les côtes du pays se bétonnent avec 142 projets en cours de réalisation (sur 260 prévus) pour accroître l'« offre plage »<sup>8</sup>. A l'exception notable du Costa Rica, qui met en œuvre une politique de conservation, l'Amérique centrale a compris que la nature se vend bien. Toutefois, les projets classés « écotourisme » impliquent bien souvent que l'activité se déroule dans la nature, sans prévoir ni sans prévoir ni une gestion du projet par les habitants ni des aménagements écologiques pour réduire l'impact de l'activité. Les investisseurs privés étant demandeurs de lieux vierges, protégés, les pays fournissent la matière première et, employant les recettes du tourisme classique, chaque administration rêve de développer pendant son mandat « un grand projet ».

Le président mexicain Vicente Fox a opté dès son arrivée au pouvoir, en 2001, pour une désastreuse initiative de Fonatur, l'instance fédérale chargée de l'essor du tourisme. Il s'agit d'exploiter le « dernier aquarium mondial », en Basse Californie, région une biodiversité marine unique et lieu de reproduction de la baleine grise et du requin baleine. Sur ces 244 îles<sup>9</sup>, très sensibles aux sources de pollution sonore et chimique, le projet Mer de Cortès veut attirer les yachts américains, construire 24 marinas susceptibles de recevoir 50 000 embarcations privées. Cinq millions de touristes sont espérés d'ici 2014.

---

<sup>4</sup> **Le Plan Puebla Panama est un plan de « développement » censé créer des infrastructures (routes, ports, barrages, etc) pour l'implantation d'activités économiques (maquilladoras, mines, etc) du Panama jusqu'à l'Etat de Puebla au Mexique.** Lire Braulio Moro, « Une recolonisation nommée Plan Puebla Panama », *Le Monde diplomatique*, décembre 2002

<sup>5</sup> Documents de la BID, projets Tourisme, Plan Puebla Panama. <http://www.iadb.org/ppp>

<sup>6</sup> Suite à la mobilisation des communautés affectées, les routes n'ont pas avancé. Voir le dossier en espagnol de l'ONG guatémaltèque Tropicoverde, sur son site (Qué es el proyecto Mundo Maya ?), <http://www.tropicoverde.org>

<sup>7</sup> *Déclaration des îles de Galapagos* (2002), Sommet Ibéro américain et Caraïbe des 20 ministres du Tourisme et de l'Environnement (Equateur). Engagements réitérés par les mêmes en septembre 2004 lors du second Sommet à Rio Amazonas (Brésil).

<sup>8</sup> Les autres segments comprennent le tourisme culturel, le tourisme d'affaires, le tourisme de croisière, le tourisme d'aventure et l'écotourisme. Source : Sectur (**ministère du Tourisme mexicain**), *Proyectos en desarrollo*, Mexico, 2005

<sup>9</sup> Pour l'Unesco, ces îles abritent la biodiversité marine la plus riche de tous les sites classés sur la Liste du Patrimoine mondial : 891 espèces de poissons, 695 espèces de plantes aquatiques et un tiers des cétacés.

Les investisseurs privés ont les mains libres : le projet Paraíso del mar (Paradis de la mer) a débuté sans disposer des autorisations nécessaires ni d'étude d'impact en bonne et due forme. Sur 500 hectares, il prévoit la construction de 1500 villas, 2000 chambres d'hôtels, deux golfs, un centre commercial, un parc récréatif et deux hôpitaux privés, pour un investissement estimé à 900 millions de dollars. Face aux agissements des investisseurs (construction de routes sans autorisation, destruction de mangroves...), l'Unesco vient de classer les îles du Golfe de Californie, censées être protégées par le Mexique depuis 1978, au Patrimoine mondial de l'humanité. Il est significatif que ni le gouverneur de l'Etat, M. Narciso Agundez, et ni le maire de La Paz, M. Victor Castro Cosio, n'aient assisté à la cérémonie officielle de classement du site par l'Unesco, le 23 août 2005, alors que tous les deux avaient inauguré le chantier de Paraíso del Mar. « *L'Unesco ne pourra réglementer quoi que ce soit face au tourisme. elle ne peut intervenir que si un Etat le lui demande et ce n'est pas le cas de l'Etat mexicain* », déplore M. Gonzalo Halffter, expert auprès de l'organisation. En revanche, un réseau d'associations locales, Ciudadanos Preocupados AC, a attaqué en justice ces projets privés en raison « *des études d'impact qui oublient la présence des baleines ou des mangroves* ». D'après ce réseau, « *le contexte social est nié et le développement local est tout sauf une priorité* ».

Le Honduras pratique aussi l'« écotourisme » sur une des plus belles portions de la côte caraïbe, à l'entrée du parc national Jeanette Kawas, terre des Garifunas, population afro créole installée ici depuis 1880. Sur la côte, le pays a déjà « vendu » aux Américains ses îles pour la plongée – autour de Roatán où l'on parle anglais et paie en dollars – et ses terres agricoles pour les ananas de la compagnie américaine United fruit. Restait donc cette partie de côte ourlée de cocotiers jusqu'ici oubliée du gouvernement.

Au nom du très pratique, « intérêt national », l'Institut du tourisme du Honduras a purement et simplement exproprié 300 hectares de littoral sans indemniser les Garifunas. En 2004, il a vendu cette bande de terre 19 millions de dollars à la société privée qui s'est constituée pour réaliser le grand projet Micos Beach & Golf Resort. Cette dénomination a d'ailleurs ému plus d'un Garifuna. « *Dans notre langue, micos signifie singe et il n'y a jamais eu de singe par ici. Leurs seuls singes sur la plage, ce sont nous, les Garifunas !* », explique le jeune Alex Podilla, président de *Pélican café*, association de promotion de la culture Garifuna. Pas de singes donc, mais un golf de 25 hectares, 2000 chambres d'hôtel, 170 villas, un centre de convention, une marina, etc. Si l'attraction principale est bien le parc national où doivent se dérouler, sans plus de précisions, « *plusieurs activités* », selon les promoteurs, « *la danse et la musique Garifuna ont aussi beaucoup d'attraits* ». Les autres du tourisme sexuel (« *table danse* » en Amérique centrale) sont-elles également déjà planifiées?

Dans ces trois grands projets – El Mirador, Mar de Cortès et Micos Beach –, la nature est exploitée et vendue, comme l'a été, il y a 40 ans, la magnifique baie d'Acapulco. Les méthodes employées n'ont guère changé : corruption des autorités, information tronquée, indemnisation ridicule ou inexistante des terres, déni continu des conséquences écologiques et sociales. A l'initiative, on trouve les mêmes promoteurs et investisseurs (dénommés aussi « *coyotes du tourisme* » pour l'achat à bas prix des terrains), en quête des derniers bijoux intacts de la planète.

On est très loin des engagements pris par l'Organisation mondiale du tourisme et par les Etats en la matière, à travers le Code mondial d'éthique du tourisme et la Déclaration de Québec sur l'écotourisme<sup>10</sup>. Et à des années-lumière de la véritable définition de l'écotourisme. Sous couvert de conservation (réelle ou non), cette dénomination conduit à une privatisation encore plus rapide des ressources naturelles que ce que permettait le tourisme classique. Les projets

---

<sup>10</sup> La Déclaration du Québec, adoptée en mai 2002, après l'Année internationale de l'écotourisme en 2001.

affichent parfois des aménagements écologiques, mais tous exigent des garanties foncières et poussent les locaux vers la sortie.

La communauté locale perd sa terre, sa réserve de pêche ou sa source d'eau, c'est-à-dire tout ce qui lui permet de survivre. Parfois, les zones fédérales (plages, bords des rivières, forêts) passent dans les mains du privé par un tour de passe-passe d'une illégalité déconcertante. En fait, ces programmes réservent les dernières baleines, les ultimes ceibas (l'arbre emblème du Guatemala) ou le lagon des Garifunas aux plus fortunés, ceux qui justement auront contribué le plus à leur destruction. Il deviendra alors normal de payer et de payer cher pour profiter d'une nature préservée. El Mirador compte sur le tourisme européen (plus cultivé), quand Mar de Cortès et Micos Beach sont taillés « sur mesure » pour les Américains.

L'utilisation frauduleuse de la dénomination écotourisme n'est pourtant guère dénoncée. L'écotourisme en général bénéficie d'une bonne image et son développement est d'actualité. Pour les agences de développement internationales, il semble même être devenu une panacée. En Amérique centrale et au Mexique, agences de l'ONU<sup>11</sup>, organismes de financements (BID, Banque mondiale, United States Agency for International Development (USAID) et Union européenne, ont dans leurs cartons de multiples projets pour les communautés locales<sup>12</sup>. Ils justifient les avantages de cette politique, au nom de la création d'une économie locale, de la formation professionnelle et de la prise de conscience par les habitants de la richesse de leur patrimoine naturel et culturel. Une formule presque parfaite en somme, qui répondrait à la nécessité de valoriser le patrimoine tout en assurant sa conservation.

Des organismes comme l'organisation non gouvernementale (ONG) Conservation Internationale et la BID, pourtant très critiqués pour les politiques qu'elles ont menées dans la région, ont financé, dans les années 1990, de petits projets de tourisme 100 % communautaires dans lesquels les habitants assurent une vraie préservation du milieu, financée par les gains obtenus du tourisme.

Dans les projets du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), explique M. Diego Maserà, responsable tourisme pour l'Amérique au sein de cette organisation, « *la participation de la communauté est le moteur du processus de conservation et aucune activité de tourisme ne se fait sans la population* ». En revanche, du côté des Etats, la donnée « communautaire », c'est-à-dire la création et la gestion du projet par les habitants, pose un nouveau problème. Une communauté organisée, qui plus est consciente de la valeur de ses ressources naturelles, se révèle moins à même de vendre sa terre à bas prix, de laisser privatiser sa source d'eau ou sa cascade.

Au Chiapas, les projets d'écotourisme promus par les gouvernements (local et fédéral), ne se basent pas sur le modèle communautaire, mais tendent à promouvoir un tourisme familial et privé. Le gouvernement local ne cesse de vanter l'écotourisme comme « la solution aux problèmes économiques du Chiapas » mais finance depuis quelques années les pires projets d'écotourisme du Mexique... Selon Maxime Kieffer, consultant en écotourisme, qui vient d'enquêter au Chiapas, pour le compte de l'association EchoWay, « *les habitants n'ont pas été consultés dans la phase préparatoire, on leur présente l'activité et les cabanes toutes prêtes, en béton, sans aucun aménagement écologique pour limiter les pollutions. Les responsables ne sont pas formés, il n'y a pas de gestion collective, pas de projet de développement local, même pas une réflexion sur les déchets.* » Le pire : quand les

---

<sup>11</sup> Organisation Internationale du Travail (OIT), Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), Organisation Mondiale du Tourisme (OMT).

<sup>12</sup> La plupart des projets concernent des communautés paysannes, ou indigènes installées dans des environnements aujourd'hui protégés par une législation nationale (aire protégée, parc national) ou internationale (les réserves de la Biosphère de l'Unesco, le Corridor biologique Mésoaméricain, projet du PNUE et de la Banque mondiale, sur plusieurs pays d'Amérique centrale et au Mexique).

communautés refusent un projet sur leurs terres, les méthodes employées pour les convaincre laissent présager un sombre avenir à cette activité dans la région. Ainsi, le Conseil autonome de la communauté zapatiste Roberto Barrios a dénoncé à plusieurs reprises les intimidations de fonctionnaires publics comme celles d'investisseurs privés pour créer un projet d'écotourisme proche de leurs cascades. Or, le premier droit d'une communauté est de pouvoir refuser l'arrivée de visiteurs sur ses terres – donc de ne pas se voir imposer de projets, même « *s'ils sont très très bien* », comme le répète sans cesse à la presse, la chargée du tourisme au Chiapas.

Ces projets sont également financés par l'Union européenne à travers le programme Prodesis. Avec un tel partenaire – le gouvernement pourtant peu recommandable de Pablo Salazar (PRI) – l'Union appuie des projets qui n'ont rien d'écotourisme et sont sur bien des points, contraires aux règles de base. Dans la communauté lacandon de Lacanjá Chansayab, les familles gèrent chacune des projets privés, sans aucune collaboration entre elles. Elles reconnaissent porter toujours leur tunique traditionnelle<sup>13</sup> parce que les formateurs envoyés par Sectur (le ministère du tourisme) leur ont assuré que les touristes voulaient les voir ainsi.

Si on en croit les dépliants, le Chiapas est le royaume de l'écotourisme, de la nature et de la paix. Le vert de l'écotourisme ferait ainsi disparaître le kaki des soldats, qui n'ont pourtant jamais quitté la région depuis 1994, date du soulèvement zapatiste. La communication est en effet astucieuse et pourrait bien fonctionner. Dans le bureau local de Sectur à Tuxtla Gutierrez, on reconnaît que les projets montés ne respectent pas les principes clés de l'écotourisme, mais que le concept est utilisé dans toute la promotion du gouvernement.

La France, en co-présidant le second Forum International du Tourisme Solidaire (FITS) au Chiapas en mars 2006, a cautionné cette fausse image et plus d'une contradiction. M. Fox, le même qui propose la destruction de la Basse Californie, a été accueilli par M. Salazar, comme « *le grand fondateur du tourisme solidaire* ». Les efforts du Chiapas en la matière ont été vantés de façon élogieuse par Jean-Louis Dieux, vice-président de la région Provence Alpes Cote d'Azur : selon l' élu français, le Chiapas est un pionnier et bientôt un modèle du tourisme solidaire... Au même moment, les participants au Forum venus d'Afrique et d'Asie se plaignaient dans une lettre ouverte aux organisateurs « *de n'avoir discuté avec aucune communauté lors des visites de terrain dans les projets d'écotourisme* ». Une preuve supplémentaire que la vision impulsée par le gouvernement local n'est pas exactement la même que celle des participants à ce Forum.

Au sein du FITS comme ailleurs, le sauvetage de l'appellation « écotourisme » est devenu une priorité des réseaux, associations, universitaires qui défendent le concept. Le label, en particulier pour le tourisme solidaire, est apparu au départ, comme la solution la plus indiquée.

Un label du tourisme solidaire garantirait en plus d'un souci de préservation du milieu, la gestion par les habitants du projet de tourisme et un réinvestissement d'une part des bénéfices dans des services communs. En France, les voyageurs solidaires aujourd'hui regroupés dans l'Association pour un tourisme équitable et solidaire (ATES) ont invité Fair trade Labelling Organisation, Flo<sup>14</sup>, qui surveille la chaîne du commerce équitable, a travaillé sur ce thème. Ces associations devenues voyageurs ont en effet tout intérêt à jouer la transparence et mettre en avant leurs actions de solidarité et leur éthique, quand d'autres agences se limitent à un

---

<sup>13</sup> Les Lacandons ne sont pas le peuple originaire de la forêt Lacandona même si le gouvernement « vend » cette fausse identité. Cette population maya est originaire de la péninsule du Yucatan.

<sup>14</sup> La Fair Trade Labelling Organisation est née en 1997 pour regrouper une vingtaine d'associations du commerce équitable dans le monde (dont Max Havelaar). En 2004, Flo-Cert a certifié 548 coopératives. [www.fairetrade.net](http://www.fairetrade.net).

code de bonne conduite mais utilisent les termes attractifs de « tourisme responsable » dans leur communication.

Mais la certification reste un processus lourd, complexe et coûteux. Pour M. Ernest Cañada responsable de l'ONG espagnole Action pour un tourisme responsable (ATR), « *les frais de certification liés au label laissent de côté les petits projets.* » Au Mexique, par exemple, le coût de certification du label du commerce équitable avoisine les 2000 euros par an pour une organisation de producteurs de café. « *De plus, poursuit M. Cañada, en labellisant le café de multinationales comme Nestlé, Mac Donald ou Carrefour, Flo a pris un autre chemin. Certifier l'activité d'écotourisme que mèneront bientôt les chaînes hôtelières, qui continueront par ailleurs de violer les droits de leurs salariés, n'a pour nous aucun sens.*».

Pour ne pas reproduire les erreurs de labellisation du commerce équitable, les frais de certification ne devraient pas être assumés par le projet, afin que les plus petits – qui sont la majorité – aient également accès à ce réseau. Mais surtout, un label de tourisme solidaire, durable ou responsable, devrait dans ses fondements, exclure de la compétition, les grands groupes de tourisme.

Labellisé ou non, l'écotourisme doit cesser de tromper son client. L'activité n'est pas une solution universelle qui peut s'appliquer partout : Il n'est pas possible de reconvertir tous les peuples qui vivent près d'un site archéologique ou une forêt primaire en « guides » sous prétexte de protection ou de développement social. Le gouvernement du Chiapas mise dangereusement l'avenir en plaçant, si vite et si mal, ses cartes sur la case « écotourisme ». Et comme le commerce équitable n'a pas enrayeré la crise du café dans la région, l'écotourisme « frelaté » ne fera pas grand-chose contre la pauvreté.

Anne Vigna